



**Discours de la
Ministre fédérale de la Défense
Dr. Ursula von der Leyen**

**à l'occasion de la
54^e Conférence de Munich sur la
sécurité**

le 16 février 2018

Seule la version prononcée fait foi !

Il y a quatre ans, je prenais pour la première fois la parole devant cette conférence. À l'époque, le président fédéral, le ministre des Affaires étrangères et moi-même avons formulé un même message: l'Allemagne doit endosser davantage de responsabilité en matière de politique étrangère et de sécurité. À l'époque, en février 2014, nous ne nous doutions pas que la situation de sécurité était sur le point de nous mettre à l'épreuve.

En effet, peu de temps après la conférence, elle a commencé à se dégrader considérablement. Les regards étaient aussi tournés vers l'Allemagne: et nous avons assumé nos responsabilités. Avec la France, nous avons créé, avec les accords de Minsk, un premier cadre politique pour régler le conflit en Ukraine. Nous avons soutenu la mission spéciale d'observation de l'OSCE à l'Est de l'Ukraine. Nous avons renforcé le front est de l'OTAN en mettant en place le nouveau fer de lance rapide VJTF et la mission de police du ciel dans les pays baltes. Nous participons depuis le premier jour au dispositif de présence avancée renforcée en Lituanie. Nous avons renforcé notre engagement dans l'opération Resolute Support Mission en Afghanistan. Nous avons contribué à la lutte contre l'État islamique par la mise en œuvre de vols de reconnaissance et d'avions ravitailleurs et par l'équipement et la formation des Peshmerga. Enfin, nous avons constamment élargi notre engagement au Mali, et ce notamment dans le cadre de la mission MINUSMA des Nations unies.

Nous agissons de concert avec nos partenaires transatlantiques et européens. L'année dernière, j'ai pu ouvrir cette conférence avec mon homologue Jim Mattis. Aujourd'hui, je le fais avec mon homologue française, Florence Parly. Cela reflète la politique allemande: nous voulons rester transatlantiques tout en devenant plus européens. Il s'agit d'une Europe qui aura plus de poids y compris sur le plan militaire. Qui pourra donc agir avec plus d'autonomie et assumer plus de responsabilité, y compris au sein de l'OTAN.

C'est notre tâche européenne pour l'avenir. Et le premier pas est fait: nous avons créé l'union européenne de la défense. Sur le plan politique, nous avons pris la direction d'une «armée des Européens» ! Le plan d'action franco-allemand, la feuille de route, et le fonds européen de défense viennent donner une forte impulsion à ce

projet. Ensemble, la France et l'Allemagne sont prêtes à faire avancer le projet européen – et nous invitons tous les Européens à nous rejoindre.

La mise en place de capacités et de structures est une chose. La volonté commune de réellement faire valoir le poids militaire quand les circonstances l'exigent en est une autre. Le président Macron a bien raison quand il formule ses exigences à l'adresse des Européens : avec son image d'« une Europe qui protège ». Nous, Européens, devons être les deux – capables et politiquement décidés.

Face aux défis mondiaux posés par le terrorisme, la pauvreté et le changement climatique, l'Europe doit enfin passer à la vitesse supérieure. Ceux qui le veulent doivent pouvoir avancer – sans être bloqués par un pays en particulier. Avec la coopération structurée permanente, nous avons gagné ce pari au niveau de la défense. Dans le domaine de la politique étrangère européenne, nous n'y sommes pas encore. Quand il s'agit de traiter des questions controversées, nous sommes bloqués par la règle de l'unanimité – en fait, nous aurions besoin d'une sorte de coopération structurée permanente également dans la politique étrangère.

Il nous faudrait, de plus, une culture stratégique commune de l'Europe. Une conception européenne commune de nos intérêts, de nos objectifs et de nos instruments d'action extérieure.

Alors seulement l'Europe pourra gagner le poids nécessaire. Quand je parle de plus d'autonomie et de plus de responsabilité, je ne pense pas du tout en termes militaires uniquement. C'est certes indispensable à la dissuasion et à la protection. Et les forces armées fournissent une contribution essentielle à la maîtrise de crises et de conflits.

Mais il n'y a pas de raccourci purement militaire qui mène à un ordre de paix stable et durable. C'est l'enseignement tiré de notre expérience européenne de nombreuses décennies qui va des Balkans, au Mali, à la Syrie et à l'Irak aujourd'hui, en passant par l'Afghanistan. Il y a cependant aussi des cas dans lesquels nous devons d'abord privilégier des moyens militaires énergiques.

Dans la lutte contre la terreur de l'État islamique, toute tentative de négociations aurait été vaine. Les images de la tentative de génocide contre les Yézidis sont gravées dans notre mémoire. L'État islamique ne négocie pas, il décapite. C'est pourquoi on a bien fait de forger la coalition contre la terreur – ensemble, nous avons battu militairement l'État islamique. Mais nous ne gagnerons à long terme dans la région que si nous parvenons à instaurer la stabilité politique et sociale. Car il est évident que les interventions militaires ne peuvent pas empêcher la radicalisation et le fanatisme de générations entières de jeunes gens. L'extrémisme violent naît avant tout là où la politique et le gouvernement échouent. Là où la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation sont à l'ordre du jour. Là où les perspectives d'avenir sont si rétrécies que la violence et l'extrémisme deviennent une tentation.

C'est par là que nous devons commencer si nous voulons réellement un renforcement de la responsabilité de notre propre sécurité. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un pacte pour l'approche globale en matière de sécurité.

C'est sur cette logique que repose aussi notre accord de coalition en Allemagne : nous avons franchi une étape nouvelle unique en son genre. Nous avons établi que dans les quatre prochaines années, des crédits budgétaires supplémentaires seront alloués en priorité à deux domaines : la défense et la politique de développement – ce qui correspond à l'objectif fixé par l'OTAN et à la part de financement au titre de l'ODA. Ces crédits sont répartis à part égale entre les deux domaines. Cela conduira dans un proche avenir à une croissance réelle nette des moyens financiers consacrés aux deux domaines – grâce à l'augmentation de la performance économique.

C'est pour moi en tant que ministre de la Défense allemande une orientation décisive. Car elle nous permettra de poursuivre le renversement de tendance pour la Bundeswehr : Nous augmenterons les effectifs de la Bundeswehr. Nous poursuivrons les investissements et la modernisation. Et nous voulons mettre en œuvre une stratégie ambitieuse visant la digitalisation de la Bundeswehr.

À travers cet accord, l'Allemagne a pour la première fois mis au point un « Pacte pour l'approche globale en matière de sécurité » concret et contraignant au niveau financier. L'Allemagne restera fidèle à ses engagements au sein des Nations unies. Et l'Allemagne restera fidèle à ses engagements au sein de l'OTAN. Parce que nous sommes convaincus que l'un ne va pas sans l'autre : sécurité et développement.

Quand nous parvenons à chasser l'EI d'une ville au prix de violents combats, nous ne gagnons les cœurs des habitants que si l'eau, l'électricité et les emplois reviennent le plus vite possible. Dans le même temps, ceux qui aident à la reconstruction doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls et sans défense – des militaires sont à leur côté. On ne peut y arriver tout seul.

C'est à vrai dire l'idée première du partenariat transatlantique. Après la période la plus sombre de l'histoire allemande et la victoire militaire des Alliés sur l'Allemagne nazie, les États-Unis, plutôt que de nous tourner le dos, nous ont donné le plan Marshall. Sur la base d'une conception large de leur propre sécurité. Et ceci reste valable aujourd'hui.

Après l'agression russe commise contre l'Ukraine, les États-Unis ont de nouveau constamment augmenté leur présence militaire en Europe. Le mérite en revient notamment à notre homologue Jim Mattis. Nous, Européens, sommes très reconnaissants de cette marque de solidarité.

Les États-Unis s'engagent dans le monde entier pour leur – mais aussi notre – sécurité et liberté. Je le dis aussi en tant que représentante d'un pays qui est actuellement loin de consacrer 2 % de son PIB à la défense, alors que les États-Unis le font pratiquement depuis toujours.

Pourtant, l'idée de base qui rapproche le plan Marshall et l'OTAN est bonne. Seule la combinaison des deux crée de façon durable stabilité et sécurité. C'est pourquoi nous sommes inquiets lorsque certains partenaires réduisent toujours plus les moyens consacrés à la diplomatie et à la coopération au développement ou aux Nations unies.

Avons-nous véritablement aujourd'hui une vision si différente de l'importance de l'interaction de l'armée, de la diplomatie et des efforts de développement pour notre sécurité ? Et en particulier de la valeur des Nations unies ? Nous devons en parler ouvertement en tant que partenaires et amis.

Et cette conférence justement s'y prête.

L'Allemagne entend renforcer les Nations unies. Nous sommes également prêts à apporter dans les années à venir une contribution encore plus importante à l'accomplissement des nombreuses tâches auxquelles les Nations unies doivent faire face. Il est important à nos yeux de donner plus de poids à cette conception globale de la sécurité.

Sécurité et travail, sécurité et changement climatique, sécurité et santé, sécurité et droits de l'homme ce sont des liens prépondérants. Quand mon voisin va bien, les chances que moi aussi j'aie bien augmentent.

Les Nations unies sont loin d'être parfaites, mais elles constituent le cadre de la sécurité dans le monde. Avec ses propositions de réforme des Nations unies, le secrétaire général Antonio Guterres s'inscrit exactement dans cette logique. Il convient donc de renforcer les Nations unies en tant que garant d'un ordre international basé sur des règles, et non d'amputer ses possibilités. Certes, les Nations unies ont besoin de réformes.

Mais elles n'ont pas besoin d'affaiblissement. Certes, les résolutions et décisions qui y sont prises ne peuvent toutes nous plaire. Et : certes, les blocages occasionnels du Conseil de sécurité sont frustrants – mais il y a une chose que nous ne devrions pas oublier : les Nations unies, c'est nous. Leur force provient et dépend de nous.

Nous avons tous tiré une leçon amère de la crise des réfugiés. Nous devons rendre plus fortes les organisations telles que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, le Programme alimentaire mondial, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance si nous ne voulons pas que l'absence d'issue et le désespoir ne donnent naissance à la radicalisation et à la violence.

Les discussions des derniers mois ont également montré que l'on ne devait pas partager les tâches au niveau transatlantique de la façon suivante : les uns se chargent des opérations militaires, les autres du suivi humanitaire et de la reconstruction. Non, tous sont responsables des deux côtés de la médaille.

Nous devons en faire notre fil conducteur des deux côtés de l'Atlantique – ainsi, notre partenariat transatlantique conservera sa puissante stratégie. De toute évidence, nous, Européens, devons consentir d'énormes efforts pour satisfaire cette exigence envers nous-mêmes. Mais nos amis américains aussi remplissent un engagement précieux qui dépasse le cadre militaire.

Car c'est aussi simple que ça : à quoi ça sert à une famille de Mossoul d'être libérée du terrorisme si c'est pour qu'elle meure de faim après ? À quoi cela sert-il d'installer un système d'irrigation avec un paysan du Mali si celui-ci est ensuite massacré par Al-Qaïda ? Quel intérêt pour une jeune femme afghane de terminer ses études de droit si c'est pour se heurter ensuite à une corruption généralisée ?

Qu'est-ce que cela implique que l'âge moyen soit de 14 ans au Niger, 43 en Europe et 38 aux États-Unis ? Nous voyons bien ce qui attend nos enfants et ce que nous devons faire dès aujourd'hui pour que leur tâche ne soit pas insurmontable.

Si l'Allemagne en tant que démocratie consolidée ne se cache pas derrière son histoire mais accepte le fait que les militaires doivent se battre pour la sécurité et la liberté ; si à l'inverse la coopération au développement n'est plus seulement souhaitable mais absolument indispensable ; si donc sécurité et développement ne s'opposent plus et que militaires et policiers, professeurs, médecins et juristes planifient et travaillent ensemble ; si, plutôt que les égoïsmes nationaux, l'ordre mondial coopératif l'emporte, alors nos enfants diront peut-être : vous avez bien mis à profit votre temps.